

Canada : pas de drapeau LGBT sur le toit ? Plus de financement des écoles cathos !

écrit par Marcher sur des oeufs | 1 juin 2023



Les administrateurs du York Catholic District School Board ont

voté 6 contre 4 contre le lever du drapeau de la fierté en juin. (Shawn Thomson/CP)

Le refus du York Catholic District School Board de faire flotter le drapeau de la fierté au bureau central du district nous rappelle pourquoi nous devrions supprimer le financement du conseil des écoles séparées de l'Ontario. Lundi soir, les administrateurs ont voté par 6 contre 4 contre le lever du drapeau en juin – une fin décevante pour une bataille acrimonieuse qui se poursuit depuis des mois à York et [depuis bien plus longtemps dans toute la province](#) . C'est une perte notable pour les partisans d'écoles et de commissions scolaires sûres, inclusives et anti-sectaires. Et c'est un avertissement du pire à venir.

Le système d'éducation catholique de l'Ontario est financé par l'État. Pourtant, cela fait partie d'un système scolaire «séparé». La constitution du Canada garantit le droit à l'éducation catholique dans une poignée de provinces à travers le pays. Le système est un artefact constitutionnel, né d'une époque très différente et d'un pays très différent. L'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867 protège les systèmes d'écoles séparées. [Comme le dit le ministère de la Justice](#) , ils sont « le produit d'un compromis historique crucial pour la Confédération ».

Mais nous sommes bien au-delà de 1867, même si cela ne semble pas toujours le cas. Comme Michael Coren [l'a souligné dans *The Walrus* l'année dernière](#) dans son plaidoyer contre le financement du système séparé, « *Les origines du système de financement étaient en grande partie nobles. Il y avait des divisions historiques entre catholiques et protestants, avec des personnes des deux confessions élevées dans des communautés largement confessionnelles... parce que les protestants étaient majoritaires au Canada depuis la Confédération jusqu'aux années 1950, la protection des droits des catholiques était vitale.*

C'était alors, note-t-il. Les impératifs démographiques et politiques qui nécessitaient un système séparé n'existent plus. Le système continue d'exister à cause d'un lobby puissant, d'intérêts enracinés et de l'inertie. Les politiciens répugnent à risquer la colère de la minorité puissante et vocale que sert le système séparé, mais **lorsque la sécurité et le bien-être des étudiants sont en jeu, les dirigeants doivent intervenir.** L'heure n'est pas à la lâcheté. Pourtant, l'autre jour, le premier ministre Doug Ford a déclaré à propos de la décision de York : « Je n'ai aucun commentaire à faire à ce sujet. » Plus tard, il a payé du bout des lèvres la sécurité des étudiants , mais il ne semble pas disposé à faire quoi que ce soit pour la garantir. C'est drôle, étant donné qu'il aime souvent gouverner jusqu'au dernier centimètre carré des localités de l'Ontario depuis Queen's Park.

En vertu de la Constitution, des conseils distincts ont le pouvoir d'établir leurs propres règles. Les écoles et conseils scolaires catholiques ont, bien qu'ils ne l'affirment pas nécessairement, le droit d'exercer une discrimination en matière d'embauche et d'admission des élèves. Jusqu'à récemment , ils pouvaient imposer une éducation religieuse sectaire. Ils peuvent toujours adopter des politiques et des décisions discriminatoires – comme refuser de faire flotter le drapeau de la fierté – en ce qui concerne l'orientation sexuelle. Récemment, une vague de candidats anti-trans dans les conseils scolaires à travers la province a menacé de défaire les protections qui existent pour les élèves LGBTQ2S+. Comme nous l'avons vu avec le débat de York, les parents militants anti-homosexuels se sentent maintenant responsabilisés et se font entendre.

L'éducation financée par des fonds publics est par définition une chose publique, et elle devrait être inclusive au maximum. En effet, l'éducation est la chose publique *ultime* dans la mesure où c'est quelque chose que

nous faisons collectivement et qui façonne les fondements de la vie sociale, politique et économique de la province. À la base, chaque élève du système d'éducation a le droit d'être qui il est – et les enseignants, les travailleurs de l'éducation, les responsables scolaires et la province ont le devoir de le protéger. Comme l'a dit lui-même le ministre de l'Éducation Stephen Lecce : « *Chaque enfant dans une école financée par l'État devrait être soutenu, devrait se sentir affirmé et devrait se sentir en sécurité.* »

Les politiciens cyniques de l'Ontario devraient ramasser leurs tripes et étayer leur rhétorique par des actes. Des vies en dépendent. **Si les écoles catholiques ne peuvent pas répondre aux impératifs de sécurité et d'inclusion, elles ne devraient pas être financées par l'État. Ils devraient être intégrés au système public.**

Ça peut être fait. Le Québec et Terre-Neuve-et-Labrador ont abandonné leurs systèmes distincts dans les années 1990. Même si les opposants à la fin du système séparé peuvent essayer de vous effrayer avec des avertissements sur « la Constitution », le fait est qu'avec un peu de volonté politique, mettre fin au financement des écoles séparées et fusionner les systèmes ne serait pas impossible. ou invraisemblable par la Constitution. En fait, il ne faudrait que l'Ontario et le gouvernement fédéral pour le faire. [La voie légale pour mettre fin au financement public confessionnel est beaucoup plus facile que vous ne le pensez](#). Il y aurait des contestations judiciaires et des protestations, mais les partisans du système séparé perdraient.

L'Ontario se trouve à un moment critique : la province peut choisir de protéger ses élèves et de les inclure dans le système d'éducation – un système dans lequel ils sont forcés – ou elle peut choisir de les abandonner à des militants, des éducateurs et des fonctionnaires ataviques dont les perspectives, les préférences, et les politiques sont mieux

adaptées à 1867 qu'à 2023. Cela ne devrait pas être un choix difficile.

David Moscrop

David Moscrop est un théoricien politique, un chroniqueur pour le Washington Post et l'auteur de « Too Dumb for Democracy? Pourquoi nous prenons de mauvaises décisions politiques et comment pouvons-nous en prendre de meilleures.

<https://tinyurl.com/32uf2fma>